

## **Le nationalisme des jeunes africains comme facteur de développement**

Par Moussa Abdoulwahabi

[www.contrepointphilosophique.ch](http://www.contrepointphilosophique.ch)

Rubrique Politique

15 janvier 2012

### **Résumé**

Le développement d'un pays donné repose sur sa jeunesse. C'est à elle de prendre la relève dans tous les domaines (politique, culturel, social, économique, linguistique...). Les anciens ont fait leur devoir. Ils ont laissé des œuvres inestimables. Il revient maintenant à la jeunesse de faire mieux que les anciens. Cependant, pour entreprendre une action de développement quelconque, il importe d'aimer d'abord son pays. C'est cet amour patriotique qui a manqué à nos anciens. Sinon comment comprendre l'avitissement de notre continent sur tous les plans: exploitation économique, aliénation culturelle et politique, programmes scolaires et universitaires en déphasage avec nos réalités...

L'Europe, l'Amérique, l'Asie se sont développées grâce au patriotisme de leurs citoyens. Ces derniers ont travaillé durement afin de hisser leurs régions au rang des nations qui gagnent.

Alors, l'Afrique, elle aussi ne doit pas rester à la traîne. Elle doit être dynamique. Elle doit prendre conscience des différents problèmes qui entravent le développement de ce continent très riche en ressources minières.

Aujourd'hui, la théorie de DARWIN selon laquelle seuls les forts, les puissants doivent survivre, est une réalité. Ainsi, tout individu, toute nation faible aura une longévité très limitée. Plusieurs puissances mondiales au mépris du droit international agressent souvent les nations faibles. C'est le cas des Etats-Unis qui a envahi injustement l'Irak. Quelle aberration! Le fort doit-il rester impuni?

Au total, au nom de la survie de notre cher continent, une éducation patriotique s'avère nécessaire. Aucun pays ne peut se développer sans un élan patriotique de la part surtout de sa jeunesse. Cette dernière a une lourde responsabilité.

### **Introduction**

Dans le passé, le continent africain a connu de grands rois. Nous pouvons citer entre autres Samory Touré, Soni Ali Ber, Kankan Moussa, Amadou Sékou, Ba Bemba Traoré, Béhanzin et d'autres encore. Tous ces rois étaient à la tête d'empires très prospères. L'empire du Mali et celui du Songhaï possédaient beaucoup de mines d'or. D'où la convoitise de certains pays voisins comme le Maroc.

Du point de vue organisation politique, ces empires étaient bien organisés. Il existait déjà des ministres de la justice, de la défense, de l'agriculture... Chaque ministre remplissait correctement sa mission. Les lois de la cité étaient scrupuleusement

respectées contrairement à nos sociétés modernes où un ministre ou un chef d'Etat peuvent impunément piétiner la constitution.

Cette attitude de nos sociétés dites modernes est à déplorer. La loi est impersonnelle. Personne n'est au dessus de la loi. D'où toute l'importance d'une justice incorruptible dans un pays donné. La séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) doit être bien exécutée surtout dans un contexte démocratique. A ce niveau, l'article 15 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est clair : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution »<sup>1</sup>.

L'homme est un être raisonnable. Cette raison le pousse à envier une cité paisible où chaque citoyen s'efforce de respecter les lois et règlements de sa communauté. La liberté elle-même peut être définie comme « le pouvoir de faire tout ce que les lois permettent ; et si un citoyen pouvait faire ce qu'elles défendent ; il n'aurait plus de liberté parce que les autres avaient tout de même ce pouvoir ».<sup>2</sup>

Comme nous le constatons, l'homme est un être très privilégié. Malgré le péché d'Adam, l'ancêtre de l'humanité, l'homme jouit d'une position confortable auprès de Dieu, créateur des cieux et de la terre. L'homme est le roi de la nature, il est le représentant de Dieu sur terre. Malheureusement, parfois l'homme cède à ses instincts et cela le rabaisse à l'état d'animal. Homme, sois toujours raisonnable afin que le bien puisse régner sur terre. Pourquoi tant de génocides ?

En outre, ces rois en tant que patriotes s'étaient farouchement opposés à la pénétration coloniale car cette dernière est synonyme d'assimilation totale. Le constat est amer aujourd'hui. L'Afrique n'a plus de repères tant politiques que culturels, économiques, linguistiques... Dans de telles conditions, le développement du continent africain s'avère difficile. Qui peut assurer notre développement ?

Le développement du continent africain était le dernier souci du colonisateur comme de l'Occident à l'heure actuelle. L'Afrique doit comprendre cette réalité afin de se ressaisir. L'Occident a exploité et continue d'exploiter notre cher continent qui regorge de richesses (minières, agricoles...). Boubou Hama, grand historien nigérien, ne dit pas le contraire à travers ces quelques lignes : « le développement africain, par l'aide socialiste ou occidentale, épouse des structures techniques qui s'alignent sur l'un des blocs. Dans les deux cas, c'est le chemin de l'assimilation qu'il prend ».<sup>3</sup>

Ainsi, pour préserver la dignité du continent africain, plusieurs rois ont tenté d'empêcher la pénétration coloniale à leurs risques et périls. Vu la supériorité des moyens du colon, la défaite était prévisible. (Certains rois étaient condamnés à l'exil et d'autres étaient carrément exécutés). Le prix du sacrifice fut donc très lourd. Tout de même, les générations actuelles continuent à vénérer ces héros. Plusieurs monuments et établissements scolaires dans toute l'Afrique portent leurs noms.

---

<sup>1</sup> Lucien JAUME, *Les déclarations des droits de l'homme*, Paris, Flammarion, 1989, p.16

<sup>2</sup> MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Paris, Flammarion, 1979, t.1, p.292.

<sup>3</sup> Boubou HAMA, *Les problèmes brûlants de l'Afrique* (pour un dialogue avec nos jeunes), Paris, Editions Pierre Jean Oswald, 1973, tome 1, p. 83.

De même, des intellectuels africains ont eux aussi lutté pour l'indépendance du continent tout en le payant d'un lourd sacrifice. Citons entre autres Nkrumah du Ghana, Sékou Touré de Guinée, Nasser d'Égypte, Patrice Lumumba du Congo... Ces intellectuels étaient des vrais nationalistes. Un des leurs, en l'occurrence Nkrumah, est un grand panafricaniste.<sup>4</sup> Il s'était beaucoup sacrifié pour l'unité du continent. Le salut de ce dernier réside dans cette unité. En attestent les propos de Boubou Hama : « l'avenir de l'Afrique est dans son rassemblement économique et politique, dans son unité, dans l'OUA qui est plus qu'un mouvement simplement politique et doit, rapidement, affirmer sa vocation économique. L'indépendance de notre continent ne peut être assurée que par son indépendance économique obtenue par le consensus actif de tous ses enfants et l'aide désintéressée de ceux qui veulent nous aider sans condition politique »<sup>5</sup>.

Pour être forte, l'Afrique doit s'unir. Ce n'est pas pour rien que l'on assiste à des rassemblements politiques et économiques tant en Europe qu'en Amérique. L'exemple le plus net est l'adoption d'une monnaie unique en Europe (l'euro). Pourquoi pas une monnaie unique en Afrique ? Tout est une question de bonne organisation et d'amour pour son continent. Sans un élan nationaliste, notre continent restera toujours à la traîne alors qu'à l'heure actuelle seules les régions développées sont respectées. Les autres ne font que subir.

Au fait, la colonisation a destabilisé l'Afrique sur tous les plans. Nous avons acquis l'indépendance politique. Mais cette dernière doit être soutenue par une indépendance économique. Par conséquent une lutte acharnée contre le néo-colonialisme s'avère nécessaire. Cela constitue un grand défi. Et il revient à la jeunesse d'aujourd'hui de relever ce défi. Les aînés ont fait de leur mieux. Les jeunes africains doivent faire plus. Ils doivent assurer le développement de ce continent, berceau de l'humanité.

Pour cela, il faut d'abord aimer son pays, son continent, être un vrai nationaliste. L'Afrique n'a plus besoin de traîtres, d'où une certaine vigilance car ces traîtres sont nombreux. Pour des postes ministériels, certains jeunes sont prêts à vendre leurs pays. Dommage ! Les vertus africaines doivent être restaurées pour le grand bonheur de tout le monde.

Dans un premier temps, nous essayerons de définir les mots jeunesse et nationalisme. Ensuite, dans un second temps, nous aborderons la question du nationalisme des jeunes africains comme facteur de développement.

## I) Définitions

### 1) Qu'est-ce que le nationalisme ?

Avant d'arriver à la définition du mot nationalisme, intéressons nous d'abord à celle des concepts de Nation, d'Etat et de patrie.

Le *nouveau Larousse encyclopédique* donne au mot " nation " la définition suivante :  
« Grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même

<sup>4</sup> Cf. David ROONEY, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Paris, J.A. Livres, 1990.

Cf. Mohamed Fathi ALDIB, *Abdel Nasser et la révolution algérienne*, Paris, Harmattan, 1985.

<sup>5</sup> Boubou HAMA, *Les problèmes brûlants de l'Afrique* (Changer l'Afrique), Paris, Editions Pierre Jean Oswald, 1973, t. 2, p. 66.

Cf. Boubou HAMA, *Enquête sur les fondements et la genèse de l'unité africaine*, Paris, Présence Africaine, 1966, pp. 527-540.

territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte »<sup>6</sup>

La nation revêt ainsi une importance capitale pour l'homme. Elle permet à ce dernier de se réaliser pleinement. Facteur d'unité et de solidarité, la nation jouit de tous les hommages. Aucun homme sensé n'osera l'avilir. En un mot, elle est sacrée. Ses symboles tels que le drapeau sont vénérés.

De même, chaque nation est souveraine. Aucune nation si puissante soit-elle n'a le droit d'en assujettir une autre. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en son article 3 stipule que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».<sup>7</sup>

Pour sa nation, l'homme peut donc faire tous les sacrifices possibles (par exemple la mort qui est le sacrifice suprême).

Quant au concept d'Etat, le même *Larousse* donne la définition suivante : « Un Etat est constitué d'une population, d'un territoire et d'une organisation commune : l'absence de l'un de ces éléments fait du groupe humain soit un peuple, une ethnie, soit un pays. L'Etat est l'institution qui détient le pouvoir sur la population et son (ou ses) territoire (s). Ni la langue, ni la religion n'interviennent dans la définition. Le concept d'"Etat-nation" exprime la conception moderne de l'Etat (Hegel) ». <sup>8</sup> L'autorité de l'Etat s'exerce donc sur la nation.

Enfin, venons-en à la définition du concept de patrie. Selon le même *Larousse*, la patrie est une « communauté politique d'individus vivant sur le même sol et liés par un sentiment d'appartenance à une même collectivité (notamment culturelle, linguistique) »<sup>9</sup>. De ce qui précède, nous remarquons l'existence d'un lien étroit entre les concepts de nation et de nationalisme. Ce dernier est une « doctrine qui affirme la prééminence de l'intérêt de la nation par rapport aux intérêts des groupes, des classes, des individus qui la constituent ».<sup>10</sup> C'est au nom de ce nationalisme que l'Allemagne d'Hitler a tenté d'assujettir les autres nations.

Aimer sa nation est une vertu cardinale. D'où l'importance de l'éducation civique comme matière d'enseignement (de la maternelle jusqu'à l'Université).

Le service militaire doit être aussi obligatoire car il est une forme d'éducation civique. Au fait, tout citoyen doit être un vrai patriote. Il doit aimer sa nation et être toujours prêt à la défendre. A travers les lignes qui suivront, Jean-Jacques Rousseau fait ressortir

---

<sup>6</sup> *Nouveau Larousse encyclopédique*, Paris, Larousse, 1994, vol. II, p. 1070.

Cf. Raoul GIRARDET, " Nation ", in *Encyclopédia Universalis*, Paris, 1990, vol. 16, pp. 5-19

Cf. Léopold Sédar SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, présence africaine, 1961, Première partie.

Cf. Otto STRASSER, Anton PANNEKOEK, *Nation et lutte des classes*, Paris, UGE, 1977.

Cf. Ernest RENAN, "Qu'est-ce qu'une nation", in *Œuvres complètes*, Paris, Calman Lévy, 1962, t.1.

<sup>7</sup> JAUME, *op. cit.*, p.13

<sup>8</sup> *Nouveau Larousse encyclopédique*, *op. cit.* ; Vol. I, p. 564.

Cf. GIRARDET, *op. cit.*

Cf. Georges BURDEAU, *L'Etat*, Paris, Seuil, 1970.

<sup>9</sup> *Nouveau Larousse encyclopédique*, *op. cit.* ; vol. II, Cf. GIRARDET, *op. cit.*

<sup>10</sup> *Nouveau Larousse encyclopédique*, *op. cit.* ; Vol. II.

Cf. Lénine, *De la libération nationale et sociale*, Moscou, Editions du progrès, 1986.

Cf. André Nouschi, *la naissance du nationalisme algérien (1914-1954)*, Paris, Les éditions de minuit, 1962.

l'importance de la culture patriotique : «Un enfant en ouvrant les yeux doit voir la patrie et jusqu'à la mort ne doit plus voir qu'elle. Tout vrai républicain suçait avec le lait de sa mère, l'amour de sa patrie, c'est-à-dire des lois et de la liberté. Cet amour fait toute son existence ; Il ne voit que la patrie, il ne vit que pour elle ; sitôt qu'il est seul, il est nul : sitôt qu'il n'a plus de patrie, il n'est plus ; et s'il n'est pas mort, il est pis ». <sup>11</sup> En somme, il existe un lien intime entre développement et nationalisme. Nous y reviendrons dans notre dernière partie. Avant d'aborder celle-ci, essayons d'examiner le concept de jeunesse.

## 2) Qu'est-ce que la jeunesse ?

Couramment, on oppose "jeunesse" à "vieillesse". Mais la délimitation de l'âge à partir duquel l'on peut être considéré comme un jeune varie d'une société à une autre. Ainsi, le concept de jeunesse est un concept ambigu. L'Afrique et l'Occident n'ont pas la même conception. En Afrique, jusqu'à 40 ans, on est encore jeune. Ainsi, pour Hélène d'Almeida-Topor (Université de Metz) : « l'âge semble avoir été un critère dominant pour les auteurs privilégiant une approche démographique. A partir de la classification statistique courante, ils adoptent la tranche des 15 à 25 ans et insistent sur la jeunesse de la population africaine. Toutefois, ces limites sont contestées par d'autres spécialistes qui estiment que, pour l'Afrique, on peut commencer vers 10 ans et surtout prolonger la durée de la classe d'âge jusqu'à 30 voire 40 ans. Un consensus peut être trouvé autour de 20 ans » <sup>12</sup>.

Peu importe la limite d'âge. L'essentiel pour nous est la reconnaissance de cette étape de la vie dénommée jeunesse. Dans chaque société, il existe des vieux et des jeunes. Et ces derniers constituent l'avenir d'une nation. C'est à eux de prendre la relève. L'historien nigérian Boubou Hama ne dit pas le contraire : « la jeunesse, même quand elle s'égaré, a raison car elle anime le présent et prépare l'avenir. Les sages bambara disent qu'il faut juger un pays non par le comportement des personnes âgées, mais par celui de la jeunesse. Le problème de la jeunesse doit être examiné avec une très grande sympathie car ce problème commande l'avenir ». <sup>13</sup>

Contrairement à l'Europe appelée " le vieux continent ", en Afrique, la population est essentiellement jeune. Par exemple, au Mali, dans les années 1992, 4 millions de personnes avaient moins de 20 ans (soit la moitié de la population). <sup>14</sup> Dans ces conditions, la jeunesse africaine a une lourde responsabilité. Tout l'espoir du continent repose sur les jeunes nationalistes africains. Pour développer un pays, il lui faut des vrais nationalistes. D'où le lien existant entre nationalisme et développement.

---

<sup>11</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Paris, Flammarion, 1990, pp.177-178.

Cf. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Correspondance complète* (janvier-avril 1764), Paris, voltaire fondations, 1973, t.19.

<sup>12</sup> Hélène D'ALMEIDA-TOPOR, "Jeune", "Jeunes" "Jeunesse". "Réflexions autour d'une terminologie", in *les jeunes en Afrique* (Evolution et rôle), Paris, Harmattan, 1992, p.14.

Cf. *Actes du colloque international sur la paix* (22-27 juillet 1985), Yamoussoukro Côte d'Ivoire), p. 44.

Cf. Catherine COQUERY-VIDROVITCH, "Des jeunes dans le passé et dans le futur du sahel", in *les jeunes en Afrique* (Evolution et rôle), Paris, Harmattan, 1992.

<sup>13</sup> Boubou HAMA, *Les problèmes brûlants de l'Afrique*, t. 1, *op. cit.* ; p. 81.

Cf. MARX, ENGELS, LENINE, *Sur la jeunesse*, Moscou, Ed. de l'agence de presse Novosti, 1978.

<sup>14</sup> KONARE OUMAR Alpha, "Communication", in *jeunes, Ville, Emploi : Quel avenir pour la jeunesse africaine*, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1993, p. 35.

## II.) Le nationalisme des jeunes africains comme facteur de développement.

Par l'amour et la volonté on peut soulever même des montagnes. S'ils aiment leurs pays, les jeunes africains peuvent les hisser au rang des pays dits développés. C'est par le travail que les autres jeunes du monde arrivent à faire avancer leurs régions. Il n'y a pas de miracle, seul le travail peut développer une région ou un pays donné. Aujourd'hui, la Chine et le Japon sont des pays développés grâce au travail. Pourquoi pas l'Afrique ? Les jeunes africains doivent être jaloux de leurs pays. Ils doivent prendre conscience des différents problèmes qui entravent le développement de ce continent très riche en ressources minières.

La théorie de Darwin selon laquelle seuls les forts, les puissants doivent survivre est une réalité. Ainsi, tout individu, toute nation faible aura une longévité très limitée. Plusieurs puissances mondiales au mépris du droit international agressent souvent les nations faibles.<sup>15</sup> C'est le cas des Etats-Unis, qui continuent d'envahir injustement l'Irak. Quelle aberration ! La raison du plus fort n'est-elle pas toujours la meilleure ?

Au fait, notre vœu le plus cher est de voir un jour le continent africain devenir une puissance mondiale. Cela n'est pas un rêve. Une prise de conscience de la jeunesse africaine s'avère donc nécessaire.

Cette jeunesse doit lutter contre l'impérialisme qui ne fait qu'accentuer le sous-développement du continent. L'impérialisme qui n'est rien d'autre qu'une forme de colonisation<sup>16</sup> à travers des programmes d'ajustement structurel interminables.

L'ajustement structurel appliqué aux pays du tiers-monde, particulièrement aux pays africains, est un véritable poison. Ses méfaits sont nombreux surtout sur le plan social : chômage des jeunes, privatisation des entreprises et sociétés nationales, baisse du prix des matières premières, enseignement primaire privilégié au détriment de l'enseignement supérieur... La liste de ces méfaits est loin d'être exhaustive. Ainsi, selon Gilles Duruflé « pour les pays africains contraints de s'ajuster sous la tutelle des organismes internationaux, l'avenir paraît sombre ».<sup>17</sup>

Avec un tel programme d'ajustement structurel, le développement de l'Afrique serait difficile. Elle doit donc s'unir afin de mettre fin à ce programme suicidaire. La jeunesse africaine consciente de son avenir dénonce cette incapacité des pays africains de se passer du programme d'ajustement structurel. Il revient maintenant aux politiques africains de passer aux actes. En dehors de ces programmes d'ajustement structurel sanguinaires, il existe d'autres maux qui entravent l'épanouissement des jeunes africains et partant de là le développement même du continent. Citons entre autres : les problèmes de gouvernance, d'éducation, de langue...

En Afrique, la question de bonne gouvernance occupe une place de choix. Les jeunes se plaignent beaucoup de leurs dirigeants. Ces derniers privilégient leurs intérêts au détriment de l'intérêt général. Ainsi, un président ou un ministre peut facilement devenir un milliardaire sans être sanctionné. Le détournement des fonds publics est monnaie courante en Afrique. Pire encore, la justice sensée être impartiale se met au

<sup>15</sup> Edem KODJO, *Et demain l'Afrique*, Paris, P.U.F ; 1981.

<sup>16</sup> HAMA, *Les problèmes brûlants de l'Afrique*, t.2 , *op. cit* ; pp. 95-101 et 135-137.

<sup>17</sup> Gilles DURUFLE, *L'ajustement structurel en Afrique* (Sénégal, Cote d'Ivoire, Madagascar), Paris, Karthala, 1988, p.195.

service de ces dirigeants. Elle ne punit que les pauvres citoyens. D'où l'inutilité de cette justice. Sans une justice efficace point de bonne gouvernance.

Dans ce contexte de mauvaise gestion des fonds de l'Etat, la classe au pouvoir s'enrichit au détriment du grand peuple. Les jeunes inquiets de leur avenir ne cessent de dénoncer cet état de fait. Cent milliards détournés par un président peuvent construire de nombreuses infrastructures scolaires, universitaires ou sanitaires.

Au fait, en Afrique l'Etat est défaillant, il ne joue pas pleinement son rôle. Au lieu de s'occuper des intérêts nationaux, il s'intéresse plutôt aux intérêts des grandes puissances qui ont pour seul objectif l'exploitation de notre cher continent.

Pour trouver une solution à cette question de bonne gouvernance, les jeunes ont réclamé la démocratie en 1990. En attestent les propos d'Emile Le Bris : « Au Mali, comme ailleurs en Afrique, les jeunes sont conscients d'avoir été les détonateurs du processus démocratique et de représenter à ce titre une des légitimités sociales majeures face au changement ».<sup>18</sup>

Malheureusement, même ce contexte démocratique n'a pu mettre fin aux détournements des deniers publics. Et la séparation des pouvoirs prônée par le régime démocratique est mal exécutée. Le pouvoir exécutif impose parfois ses lois aux deux autres pouvoirs. L'injustice, l'inégalité sociale, la corruption y sévissent. Ainsi, les jeunes africains ne savent plus à quel saint se vouer. Peut-être, la solution sera-t-elle dans la révolution comme c'était le cas des prolétaires contre les bourgeois.<sup>19</sup> En Afrique, nous avons de bons chefs de famille et de mauvais chefs d'Etat.

En contexte démocratique, nous enregistrons toujours des élections truquées, des constitutions violées, des libertés confisquées, des droits de l'homme piétinés...Le dirigeant africain a horreur de l'alternance démocratique d'où parfois la modification de la constitution afin de briguer un troisième ou même un quatrième mandat. Alors, les Africains ont-ils bien compris les principes démocratiques ? Loin de là car les dérives sont nombreuses et frustrantes. Copier aveuglement la démocratie occidentale est une erreur monumentale.

L'Afrique a ses propres réalités dont il faut tenir compte. Boubou Hama ne parlait-il pas de l'existence d'une « véritable démocratie naturelle dans l'ancienne société africaine qui n'était pas si figée qu'on peut le penser ».<sup>20</sup>

Nous sommes pour la démocratie mais à condition qu'on puisse respecter tous ses principes (liberté d'expression, égalité, justice efficace, respect des droits de l'homme, élections correctes...).

Dans son ouvrage, *le libéralisme et la démocratie*, Lénine disait que « la démocratie représente une large masse de la population. Le démocrate ne craint pas le mouvement des masses, il a confiance en lui ».<sup>21</sup>

Au total, la démocratie est un facteur de développement car elle tient compte des aspirations du peuple. Ce dernier est au cœur de sa préoccupation. Seul compte l'intérêt général à travers celui du peuple. Le Chef de l'Etat n'est qu'un simple délégué ou

---

<sup>18</sup> Emile LE BRIS, " Exposé introductif ", in *Jeunes, Ville, Emploi : Quel avenir pour la jeunesse africaine ?*, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1993, p.46.

<sup>19</sup> Cf. Karl MARX, *Manifeste du parti communiste*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1975

<sup>20</sup> Boubou HAMA, *les grands problèmes de l'Afrique des indépendances*, Paris, Oswald, 1974, p.79

<sup>21</sup> LENINE, *le libéralisme et la démocratie*, Moscou, Ed. du Progrès, 1980, p.109.

représentant élu par ses pairs. Au cas où il gère mal la chose publique, le peuple a le droit de le déposer.

Un bon souverain ne trahit jamais son peuple car ce dernier lui a confié le pouvoir en toute sincérité. Etre souverain est donc une grande responsabilité. Il faut bien réfléchir avant de s'y engager. Le vrai souverain se sacrifie pour son peuple. Il ne s'enrichit pas avec l'argent du peuple. En Afrique, il existe des hautes cours de justice censées juger les hautes personnalités en cas de trahison. Mais ces cours jugent rarement les présidents, les ministres, les députés alors que le plus souvent les nombreuses malversations financières émanent d'eux. Sans sanction la loi est inutile. En attestent ces propos du philosophe Jean-Jacques Rousseau : « A considérer humainement les choses, faute de sanction naturelle les lois de la justice sont vaines parmi les hommes ; elles ne font que le bien du méchant et le mal du juste, quand celui-ci les observe avec tout le monde sans que personne les observe avec lui. Il faut donc des conventions et des lois pour unir les droits aux devoirs et ramener la justice à son objet. Dans l'Etat de nature, où tout est commun, je ne dois rien à ceux à qui je n'ai rien promis, je ne reconnais pour être à autrui que ce qui m'est inutile. Il n'en est pas ainsi dans l'Etat civil où tous les droits sont fixés par la loi ». <sup>22</sup>

D'une manière générale, la majorité des institutions africaines ne jouent pas bien leur rôle. On les crée seulement pour gaspiller de l'argent. On aurait dû mettre cet argent dans l'achat des engrais, la construction de routes, des ponts, des écoles, des cases de santé... Au fait, la démocratie est l'un des meilleurs règnes qui puisse exister. Ses principes sont universels. Les jeunes africains soucieux de l'avenir du continent doivent se battre pour l'instauration d'une véritable démocratie. Cette dernière constitue un facteur de développement tant économique que social et politique.

Dieu merci, les jeunes ont joué un rôle considérable dans l'avènement de la démocratie en Afrique au cours des années 1989 et 1990. Les partis uniques ont cédé la place au multipartisme. Des pays comme le Bénin, le Ghana, le Sénégal, le Mali, le Niger... sont cités en exemple.

La démocratie n'est-elle pas un des facteurs de la bonne gouvernance ?

En dehors de la bonne gouvernance, la question de l'éducation préoccupe les jeunes. Ces derniers ne cessent de rappeler aux gouvernants l'inadéquation des programmes d'enseignement en Afrique car ces derniers ne tiennent pas compte des réalités africaines. Nous copions aveuglement les systèmes d'enseignement français, américain, anglais, espagnol, russe... Où se trouve donc l'originalité africaine ? Aujourd'hui, les écoliers des anciennes colonies françaises connaissent tout de la France : sa culture, sa civilisation, son histoire. Ils sont devenus des "petits Français". Cependant, demander à un écolier français de vous citer quelques grands rois africains, il sera incapable de donner une réponse exacte. Pourquoi, dans le cadre de la coopération, n'enseigne-t-on pas l'histoire de l'Afrique aux petits français, belges, suisses, canadiens, québécois ? L'Afrique est le berceau de l'humanité, c'est un continent qui mérite donc un grand respect.

---

<sup>22</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 1966, p.74  
Cf. Ernst CASSIRER, *la philosophie des lumières*, Paris, Fayard, 1966, Chap.VI.

Pour son développement, l'Afrique a surtout besoin d'un enseignement technique très efficace. Ainsi, nous aurons des techniciens dans tous les secteurs prioritaires : agriculture, élevage, santé, routes, ponts...

L'enseignement général constitue parfois un gâchis. Par exemple, l'élève de terminale exclu d'un lycée d'enseignement général n'a aucune qualification tandis que celui du lycée technique est déjà qualifié soit dans la plomberie, le froid, l'électricité, la construction... La différence entre ces deux formations est très nette.

Même à l'université, des docteurs enseignent sans maîtriser l'art d'enseigner. Ce n'est pas leur faute. Ils n'ont reçu aucune formation pédagogique (technique d'enseignement). Il faut donc revoir le système d'enseignement universitaire. Les licenciés, les maîtrisards, les docteurs ne reçoivent pas de formation pédagogique. Cela constitue un gros handicap.

Connaître un métier est le souhait de tout jeune. L'établissement d'enseignement technique est un cadre idéal pour atteindre cet objectif combien important. Il permet de lutter contre le désœuvrement des jeunes. Un étudiant exclu en deuxième année est un futur délinquant. En ville, il n'a aucune qualification lui permettant de trouver du travail. Au village aussi, il est complexé d'aller labourer la terre. Entre l'enseignement général et l'enseignement technique, je suis certain que le choix des jeunes portera sur ce dernier. Il appartient donc aux gouvernements africains de faire la promotion de ce type de formation moderne. Un élève diplômé d'une école d'agriculture et d'élevage aidera beaucoup le paysan à améliorer son rendement. Et par ce biais, le développement agricole sera assuré. Il y aura une autosuffisance alimentaire. Plus question de demander de l'aide alimentaire à l'extérieur. Se nourrir soi-même est un devoir pour tout individu, toute nation. Le respect passe par là.

En outre, les jeunes dénoncent la privatisation de l'enseignement. Avant, les écoles publiques s'imposaient. La formation était bien assurée. L'Etat avait les moyens de sa politique éducative. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. L'enseignement public est dévalorisé (manque d'enseignants, de fournitures...). Nous avons un nouveau corps d'enseignants appelés enseignants contractuels tant au primaire qu'au secondaire (au Niger, ils constituent 80% du personnel enseignant). Ces contractuels sont mal payés d'ou leur démotivation.

Vu cette défaillance de l'enseignement public, nous assistons à une floraison d'écoles privées un peu partout en Afrique. Pour avoir un enseignement de qualité (la tendance est renversée), il faut s'inscrire dans ces écoles privées. Dans les écoles publiques, les grèves intensives jouent sur la qualité de l'enseignement. Pire, de 1990 à nos jours certains pays africains ont connu trois voire quatre années blanches.

A l'heure actuelle, il serait difficile pour l'enfant issu d'une famille pauvre de recevoir une formation de qualité car cette dernière est payante. Cela est déplorable car la souveraineté d'un Etat réside dans sa capacité de former tous les fils du pays. Des jeunes bien formés constituent à n'en point douter une garantie pour le développement d'un pays donné. Les pays développés le sont grâce à la bonne formation de leurs jeunes. Plusieurs ingénieurs, docteurs, techniciens se mettent au service du développement de leur pays. C'est cela le nationalisme.

Pour le développement du continent africain, les jeunes doivent exiger la restauration de l'enseignement public.

Enfin, la question linguistique préoccupe aussi les jeunes. Ces derniers militent en faveur de la valorisation des langues africaines. Notre souveraineté en dépend. Aucune nation qui se respecte ne peut négliger sa langue maternelle. Il existe donc un lien très

étroit entre langue et nation. « Au mot langue est souvent associée l'idée d'une nation : ainsi l'anglais parlé à New York, à Toronto ou à Melbourne est conçu comme la langue de l'Angleterre ; le français parlé à Genève, à Montréal ou à Dakar comme celle de la France ». <sup>23</sup>

Les grandes nations telles que la France et l'Angleterre ont très tôt compris cet enjeu. Le Français ou l'Anglais n'acceptera jamais l'arabe ou le oulof comme langue officielle. Au contraire, ils essaieront de trouver à travers la francophonie ou le commonwealth de nouveaux locuteurs.

Aujourd'hui, le français comme deuxième langue internationale rehausse la place de la France qui se trouve être le pivot central de la francophonie.

Au fait, toute nation dont la langue maternelle est considérée comme langue de communication est une nation respectée. Si telle est la situation, pourquoi certains pays de la francophonie s'entêtent-ils encore à se servir d'une langue qui n'est pas la leur ? Le français est-il supérieur aux autres langues ?

A notre avis, il n'y a pas de langue supérieure ou inférieure. Toutes les langues se valent : « une langue n'est pas comme telle ni plus claire, ni plus logique, ni plus abstraite qu'une autre. Toute langue permet -à condition que son vocabulaire soit suffisamment grand- l'expression des pensées les plus claires et les plus confuses, les plus logiques et les plus stupides, les plus abstraites et les plus concrètes ». <sup>24</sup>

S'il n'y a pas de langue supérieure, il n'y a par conséquent aucune raison valable pour délaisser sa langue maternelle au profit d'une autre. Certaines nations ont compris ce message. Ainsi, chez les Arabes, la langue première n'est autre que l'arabe. A Madagascar, c'est le malgache qui est utilisé. Tous les autres peuples doivent suivre l'exemple donné par le monde arabe et le peuple malgache car « la première langue qu'apprend un enfant est sa langue maternelle et toute autre acquise par la suite, est une langue seconde. Tout parler a sa "grammaire", même quand aucun linguiste n'en a fait un livre ». <sup>25</sup>

Garder jalousement sa langue maternelle et sa culture est une conduite noble. Adopter dans sa totalité une langue étrangère, c'est perdre ses origines et ses racines, et devenir un aliéné, un acculturé.

La langue est le véhicule de la culture d'un pays donné. Ainsi, toutes les colonies françaises qui ont adopté le français comme langue officielle sont obligatoirement imbues de culture française. Langue et culture sont deux notions indissociables. Un pays peut-il s'épanouir avec une langue d'emprunt ? Aucunement.

Au total, nous constatons que sur le plan culturel et linguistique, les Africains dépendent beaucoup de la France. La langue française reste encore leur langue de travail (presqu'un demi-siècle après les indépendances). Cela est déplorable. Aussi, partageons-nous le souci de Marc Blancpain qui s'interroge sur la francophonie : « Est-on

---

<sup>23</sup> Jacqueline PICOCHÉ, Christiane NIZIA-MARCHELLO, *Histoire de la langue française*, Paris, Nathan, 1994, p. 8.

Cf. Joseph STRASSER, "l'ouvrier et la nation" in *Nation et lutte de classe*, Paris, Union générale d'éditions, 1977, pp. 56-63.

Cf. Léopold Sédar SENGHOR, *Liberté*, Paris, Seuil, 1964, t.1, pp. 11-21.

<sup>24</sup> Bertil MALMBERG, *Le langage, signe de l'humain*, Paris, Picard, 1979, p. 156.

<sup>25</sup> PICOCHÉ et NIZIA-MARCHELLO, *op. cit* ; p. 7.

Cf. *ACTES de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français*, Paris, la documentation française, 1979, pp. 123-129.

francophone quand on se sert du français pendant les heures de travail et qu'on utilise une autre langue dès qu'on rentre chez soi? ». <sup>26</sup> Alors, peut-on parler de développement dans tous ces pays dont la langue officielle n'est pas leur langue maternelle? Il serait difficile d'y croire car une infime partie de la population sait lire et écrire en français tandis que la majorité est marginalisée. Ce qui veut dire que la francophonie ne collabore qu'avec la population lettrée. <sup>27</sup>

Une politique linguistique s'avère donc nécessaire afin de réhabiliter les langues africaines combien importantes aux yeux des populations. Pour y aboutir, les jeunes doivent faire pression sur leurs dirigeants car la langue est le moteur de tout développement.

## Conclusion

En somme, les problèmes qui entravent le développement du continent sont nombreux. Nous n'avons pu en examiner que quelques-uns. La jeunesse étant le « fer de lance d'une nation » doit affronter avec sérénité tous ces obstacles. La vie est un combat. Point de découragement. Tout l'espoir du continent repose sur elle. L'Afrique continue à être dépendante de l'extérieur. La lutte pour l'indépendance totale du continent constitue la priorité des priorités. En attestent les propos du poète sénégalais Senghor : « Nous parlons beaucoup d'indépendance depuis quelques années. La véritable indépendance est celle de l'esprit. Un peuple n'est pas réellement indépendant quand, acquise l'indépendance nominale, ses dirigeants importent, telles quelles, des institutions - politiques, économiques, sociales, culturelles- qui sont, ailleurs, les fruits naturels de la géographie, de l'histoire, de la race. Je n'en disconviens pas, toute institution, toute valeur morale ou technique tient de l'homme. A ce titre, elle a une valeur universelle. Encore faut-il l'adapter aux réalités du terroir, en en retenant l'esprit plus que la forme ». <sup>28</sup>

L'enjeu est de taille. Et nous comptons beaucoup sur le nationalisme des jeunes africains car les vieux sont fatigués et ont besoin de repos. Ils doivent surtout mettre l'accent sur l'indépendance économique afin de sortir l'Afrique de sa misère. La pauvreté est le premier ennemi d'un individu ou d'une nation. Elle pousse ces derniers à la mendicité. Pour cela, il faut militer en faveur de l'unité africaine. L'Afrique unie constituera une force incontournable et respectée. Ainsi, « le type idéal d'un Etat national est celui d'une unité politique dont les citoyens appartiennent tous à une même culture et manifestent la volonté de vivre en une communauté autonome ». <sup>29</sup>

Au fait, notre continent a un bon avenir car il est très riche en ressources minières de toutes sortes. Si l'Occident s'intéresse à notre continent, c'est en grande partie, à cause de ces ressources minières.

En se regroupant, les Africains deviendront puissants et pourront exploiter eux-mêmes ces diverses ressources tant minières qu'agricoles. Boubou Hama, historien nigérien ne dit pas le contraire à travers ces quelques lignes : « connaître l'Afrique pour la changer, telle est, en ce moment, notre tâche historique. Par le dialogue, opérons dans l'unité, le

---

<sup>26</sup> Marc BLANCPAIN, André REBOULLET, *Une langue : le français aujourd'hui dans le monde*, Paris, Hachette, 1976, p.93.

<sup>27</sup> Stélio FARANDJIS, *Francophonie et humanisme*, Paris, Tougui, 1989, p.112.

<sup>28</sup> SENGHOR, *Nation et voie africaine du socialisme*, op. cit; p. 16.

Cf. LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Moscou, Ed. du progrès, 1981.

<sup>29</sup> Raymond ARON, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1964, pp. 153-154.

rassemblement, le rassemblement de nos forces et de nos efforts pour changer l'Afrique ».<sup>30</sup>

Personne ne peut développer à notre place l'Afrique. Seuls les jeunes par leur travail et leur volonté y arriveront.

Toute nation qui néglige donc sa jeunesse est une nation perdue. Elle doit adopter une bonne politique permettant à la jeunesse de s'épanouir pleinement. Pour bien travailler, l'on doit être motivé. Selon Pierre Burgelin, [...] la politique est l'art d'administrer une société, d'y maintenir la paix sociale, de transformer la législation pour l'adapter aux modifications entraînées par l'histoire, de contrôler les diverses activités des hommes de telle sorte que les institutions soient justes et efficaces, de régler les relations entre l'Etat et les autres Etats. Nous parlons de politique financière, scolaire, économique, sociale».<sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> HAMA, *Les problèmes brûlants de l'Afrique*, t.1, *op. cit.*; p.160.

<sup>31</sup> Pierre BURGELIN, "Introduction" in *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 1966, p.16.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES:

- *ACTES de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français*, Paris, la documentation française, 1986.
- *ACTES du colloque international sur la paix (22-27 juillet 1985)*, Yamoussoukro (Côte d'Ivoire).
- ALDIB Fathi Mohamed, *ABDEL NASSER et la révolution algérienne*, Paris, Harmattan, 1985.
- ARON Raymond, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1964.
- BLANCPAIN Marc, REBOULLET André, *Une langue : le français aujourd'hui dans le monde*, Paris, Hachette, 1976.
- BURGELIN Pierre, "Introduction", in *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 1966.
- CASSIRER Ernst, *La philosophie des lumières*, Paris, Fayard, 1966.
- DURUFLE Gilles, *L'Ajustement structurel en Afrique* (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), Paris, Karthala, 1988.
- FARANDJIS Stélio, *Francophonie et Humanisme*, Paris, Editions Tougui, 1989.
- GIRARDET Raoul, "Nation", in *Encyclopedie Universalis*, Paris, 1990.
- HAMA Boubou, *Enquête sur les fondements et la genèse de l'unité africaine*, Paris, Présence africaine, 1966.
- HAMA Boubou, *Les grands problèmes de l'Afrique des indépendances*, Paris, Editions Pierre Jean Oswald, 1974.
- HAMA Boubou, *Les problèmes brûlants de l'Afrique* (Changer l'Afrique), Paris, Oswald, 1973, t. 2.
- HAMA Boubou, *Les problèmes brûlants de l'Afrique* (Pour un dialogue avec nos jeunes), Paris, Editions Pierre Jean Oswald, 1973, t. 1.
- JAUME Lucien, *les déclarations des droits de l'homme* (Du débat 1789-1793 au préambule de 1946), Paris, Flammarion, 1989.
- KODJO Edem, *Et demain l'Afrique*, Paris, PUF, 1981.
- KONARE Oumar Alpha, "Communication", in *Jeunes, Ville, Emploi : Quel avenir pour la jeunesse africaine*, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1993.
- LEBRIS Emile, "Exposé introductif", in *Jeunes, Ville, Emploi*, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1993.
- LENINE, *De la libération nationale et sociale*, Moscou, Editions du progrès, 1986.
- LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Paris, Editions du progrès, 1981.
- LENINE, *Le libéralisme et la démocratie*, Moscou, Editions du progrès, 1980.
- LENINE, *Sur la démocratie socialiste*, Moscou, Editions de l'Agence de presse Novosti, 1984.
- MALMBERG Bertil, *le langage, Signe de l'humain*, Paris, Picard, 1979.
- MARX Karl, *Manifeste du parti communiste*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1975.
- MARX, ENGELS, LENINE, *Sur la jeunesse*, Moscou, Ed. de l'agence de presse Novosti, 1978.
- MERLE Marcel, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1976.
- MONTESQUIEU, *De l'Esprit des lois*, Paris, Flammarion, 1979, t.1.
- NOUSCHI André, *La naissance du nationalisme algérien (1914-1954)*, Paris, les éditions de minuit, 1962.
- *Nouveau Larousse encyclopédique*, Paris, Larousse, 1994, Vol I et II.
- STRASSER Otto, PANNEKOEK Anton, *Nation et lutte de classe*, Paris, Union générale d'éditions, 1977.

- PICOCHÉ Jacqueline, Nizia-Marchello Christiane, *Histoire de la langue française*, Paris, Nathan, 1994.
- RENAN Ernest, "Qu'est-ce qu'une nation", in *œuvres complètes*, Paris, Calman-Lévy, 1962, t.1.
- ROONEY David, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Paris, J.A. Livres, 1990.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Paris, Flammarion, 1990.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Correspondance complète* (janvier-avril 1764), Paris, Voltaire fondation, 1973.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 1966.
- SENGHOR Léopold Sédar, *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence africaine, 1961.
- SENGHOR Sédar Léopold, *Liberté* (Négritude et humanisme), Paris, Seuil, 1964, t.1.
- STRASSER Joseph, "L'ouvrier et la nation", in *Nation et lutte de classe*, Paris, Union générale d'Éditions, 1977.
- TOPOR-D'ALMEIDA Hélène, "Jeune", "Jeunes", "Jeunesse". Réflexions autour d'une terminologie, in *les jeunes en Afrique* (Evolution et rôle), Paris, Harmattan, 1992.
- VIDROVITCH-COQUERY Cathérine, "Des jeunes dans le passé et dans le futur du Sahel", in *les jeunes en Afrique*, Paris, Harmattan, 1992.

© Moussa Abdoulwahabi

[www.contrepointphilosophique.ch](http://www.contrepointphilosophique.ch)

Rubrique Politique

15 janvier 2012